

# Quelques maires de Québec : entre longévité et l'obtention d'une majorité<sup>1</sup>

Luc Nicole-Labrie

La Ville de Québec et particulièrement l'administration Labeaume ont été secouées par la démission du directeur général adjoint de la ville, Guy Renaud, qui quitte officiellement ses fonctions le 12 novembre 2010. Cette démission arrive certainement à un moment crucial des relations de travail à Québec qui semblent s'envenimer. Mais cette démission s'inscrit dans un contexte : le maire actuel de Québec possède une vision très claire, un parler tranché, un style particulier et un grand soutien populaire. Le maire Labeaume est certainement un maire à part, mais il n'est certainement pas le seul à avoir eu les coudées franches dans l'histoire de la ville.

Au 19<sup>e</sup> siècle, il faut attendre les années 1880 pour voir les premiers maires prendre contrôle pendant de longues années de la mairie. Il y a bien le cas de René-Édouard Caron qui sera maire pendant six ans durant son deuxième mandat (1840-46), mais les moeurs municipales sont alors bien différentes. Le premier maire à avoir une certaine longévité sera certainement François Langelier (1882-90), ci-haut). Cet homme politique provincial a fait le saut en politique municipale après avoir été élu en 1882 et nommé immédiatement par le conseil au poste de maire. Pendant son mandat, il occupera aussi des fonctions aux Communes à Ottawa et en profitera pour améliorer le système d'aqueduc de Québec et le service des incendies. Il quittera ses fonctions à Québec quand il sentira l'hostilité croissante du conseil relativement à ses projets.

Simon-Napoléon Parent (1894-1906) reste en poste presque 12 ans. Élu aussi par le conseil, il aura certainement les coudées franches. Près du milieu des affaires, peu doué pour les grands discours, son style direct lui fournit notamment un conseil où 17 échevins lui seront favorables (1896). Nommé premier ministre du Québec en 1900, il est rapidement forcé de démissionner en 1905 pour son style peu flamboyant de joueur de coulisses. Comme c'est un gestionnaire qui n'hésitera pas à vendre la possession des ressources naturelles de la ville et du Québec à certains intérêts étrangers qui possèdent capitaux et savoir-faire, et qui se servira de ses contacts au bénéfice de ses partenaires d'affaires, son opposition deviendra rapidement forte et il devra aussi démissionner de la mairie de Québec en 1905 (il restera en poste jusqu'en février 1906).

Le maire Lucien Borne (ci-haut, à droite), en poste pendant 15 ans (1938-53), sera un de ceux qui profiteront des majorités les plus confortables au 20<sup>e</sup> siècle. Il conservera son poste à travers six élections. Sur celles-ci, il sera élu quatre fois par acclamation. Les deux autres fois, il aura une majorité claire (75 % en 1942) et une serrée (53 % en 1947), mais pourra mener à bien ses réformes des finances municipales. Ses échevins sont aussi largement élus et presque jamais battus. Après Borne, tous les maires jusqu'à la mairesse Boucher (2005-2007) auront des mandats d'au moins douze ans, allant jusqu'à 16 ans pour Jean-Paul L'Allier (1989-2005).

---

<sup>1</sup> Publié sur [Histoire et Société](#).

NICOLE-LABRIE, Luc. « Quelques maires de Québec : entre longévité et l'obtention d'une majorité ». *HistoireEngagee.ca* (18 novembre 2010), [en ligne]. <http://histoireengagee.ca/blogue-quelques-maires-de-quebec-entre-longevite-et-lobtention-dune-majorite/>

Le maire Wilfrid Hamel (1953-65, ci-haut, troisième à partir de la gauche) sera élu de justesse en 1953, mais obtiendra des élections par acclamation ou une majorité confortable de 85 % en 1959. Sa situation est confortable jusqu'à l'arrivée du Progrès civique en 1962, le parti d'opposition qui brise la domination de Hamel. En surfant sur la vague de la commission Sylvestre sur le favoritisme dans le monde municipal (voir à ce sujet le [billet sur le maire Lamontagne](#)) le Progrès civique réussira à prendre le contrôle de la mairie pendant 24 ans sous les maires Lamontagne (1965-1977) et Jean Pelletier (1977-1989). Leurs majorités au conseil ne seront pas aussi équivoques que celles de Parent ou Borne, mais leurs projets seront toujours mis de l'avant.

C'est le Rassemblement populaire du maire Jean-Paul L'Allier (ci-haut) qui mettra fin à cette domination du Progrès civique. On change de style, on change de programme, on change d'idéologie. L'Allier réussira à aller chercher des majorités très impressionnantes au conseil (16 conseillers sur 20 en 1993), mais sera rapidement confronté à une opposition tenace alors qu'il perd la majorité au conseil en 1997. Les prochaines années nous diront comment le maire Labeaume laissera sa marque dans cette brève succession de politiciens à la tête de la Vieille Capitale.